

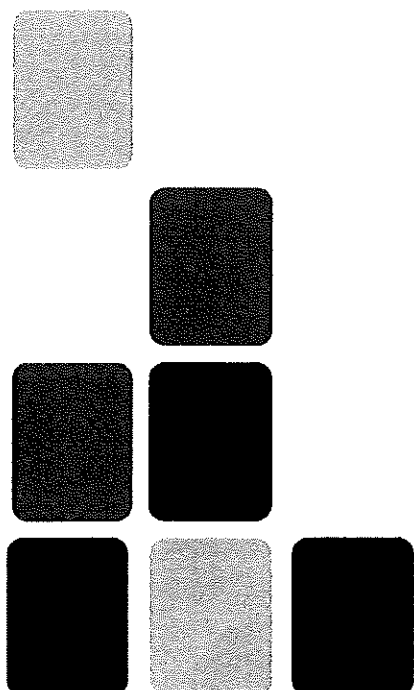


EXPERTISE | AUDIT | CONSEIL

Association MAISON SAINT CHARLES
16 rue Saint Charles
44780 MISSILLAC

Rapports du Commissaire aux
Comptes

Exercice clos le 31/12/2025



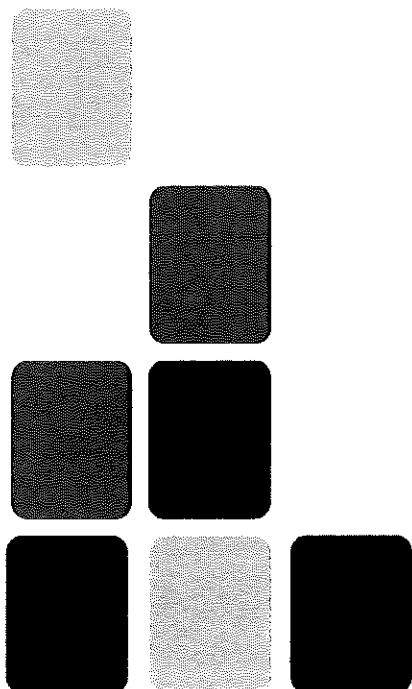


EXPERTISE | AUDIT | CONSEIL

Association MAISON SAINT CHARLES
Association Loi 1901
16 rue Saint Charles
44780 MISSILLAC

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2025



Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « MAISON SAINT CHARLES » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- **Subventions d'exploitation et concours publics**

Nous nous sommes assurés de la pertinence et de l'efficacité des contrôles internes en lien avec les mécanismes comptables des subventions reçues par votre association. Nous avons contrôlé la correcte comptabilisation des subventions, tant au niveau des flux figurant au compte de résultat que des soldes des comptes de bilan (notamment les postes « fonds dédiés » et « autres créances »).

- **Périmètre des comptes annuels**

L'annexe expose dans la rubrique « NATURE ET LE PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES », le périmètre des comptes de l'association. Nous nous sommes assurés de l'exactitude de l'information financière de chacun des établissements intégrés dans les comptes de l'association, notamment en menant des travaux d'audit sur le " Pôle Hébergement " et " l'EHPAD ", puis en contrôlant la combinaison des comptes des structures entrants dans le périmètre.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

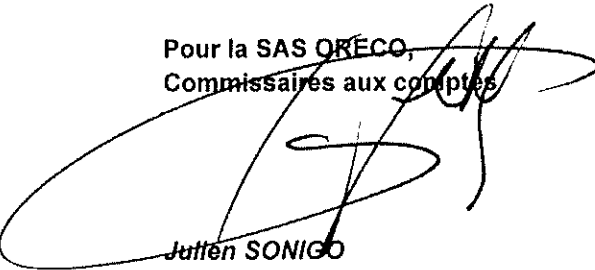
- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et

appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Treillières, le 08 juin 2026

**Pour la SAS ORECO,
Commissaires aux comptes**


Julien SONIGO
Commissaire aux comptes

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)					
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	28 919	24 445	4 474	7 371
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL	28 919	24 445	4 474	7 371
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions	12 410 252	7 750 457	4 659 795	5 077 024
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 475 568	1 878 894	596 674	686 780
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	409 777	105 776	304 001	14 991
	TOTAL	15 295 599	9 735 127	5 560 471	5 778 796
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Actif immobilisé	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	1 699		1 699	1 699
	TOTAL	1 699		1 699	1 699
Total (II)		15 326 218	9 759 573	5 566 645	5 787 867
Actif circulant	Stocks et en cours	24 422		24 422	26 918
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	194 750	23 717	171 033	104 371
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	75 924		75 924	52 346
	Charges constatées d'avance	16 285		16 285	13 388
	TOTAL	286 960	23 717	263 243	170 106
	Divers				
	Instruments financiers à terme et jetons détenus				409 524
	Disponibilités	1 179 005		1 179 005	946 535
Total (III)		1 490 388	23 717	1 466 671	1 553 084
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		16 816 606	9 783 290	7 033 316	7 340 952
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	103 809	103 809
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	751 554	590 723
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves	751 554	590 723
	<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
	Report à nouveau	2 228 540	2 287 418
	<i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	30 462	30 462
	Excédent ou déficit de l'exercice	-92 217	101 952
	<i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-82 992	162 113
	Situation nette (sous-total)	2 991 686	3 083 904
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	195 727	210 229
	Provisions réglementées	127 966	127 966
	Total (I)	3 315 379	3 422 099
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total (I bis)		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	40 712	45 425
	Total (II)	40 712	45 425
Provisions	Provisions pour risques		13 531
	Provisions pour charges	163 009	163 009
	Total (III)	163 009	176 540
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	2 414 135	2 674 952
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	165 150	151 479
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	200 117	172 734
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	662 867	668 664
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	66 835	21 039
	Autres dettes	5 107	8 015
	Produits constatés d'avance		
	Total (IV)	3 514 214	3 696 886
	Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)		
	TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)	7 033 316	7 340 952
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	200	
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	38 997	
	dont ventes de dons en nature		
	dont ventes de biens relatives aux activités sociales et medico-sociales	8 820	
	Ventes de prestations de service	16 176	57 330
	dont parrainages		
	dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et medico-sociales	16 176	25 538
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	6 418 503	6 532 426
	dont contrib. financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et medico-sociales	3 065 105	3 071 830
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	13 531	47 752
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Utilisations des fonds dédiés	4 712	7 839
	Autres produits	144 176	176 241
	Total des produits d'exploitation (I)	6 636 298	6 821 590
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	1 250 280	1 288 757
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	372 740	364 371
	Salaires	3 143 534	3 133 926
	Cotisations sociales	1 271 097	1 243 008
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	629 907	598 755
	Dotations aux provisions		52 888
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	7 078	5 349
	Total des charges d'exploitation (II)	6 674 639	6 687 057
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-38 340	134 533
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	4 379	
	Autres intérêts et produits assimilés	9 669	21 687
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des produits financiers (III)	14 049	21 687
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	64 645	68 563
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières (IV)	64 645	68 563
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		-50 596	-46 875
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		-88 936	87 657

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V)	Total		17 286
Charges exceptionnelles (VI)	Total		74
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)			17 212
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		3 281	2 917
Total des produits (I + III + V)		6 650 347	6 860 564
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		6 742 565	6 758 611
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-92 217	101 952
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		<i>-82 992</i>	<i>162 113</i>
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos-le 31/12/2025

Association Maison Saint Charles

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« L'assistance sous toutes ses formes, notamment l'hospitalisation de vieillards et les soins aux malades ».

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Description des moyens mis en œuvre

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Activité de gestion de services d'accueil et d'hébergement de personnes âgées dans la région de Missillac.

3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Néant.

3.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif n'est intervenu post clôture.

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général (modifié par le règlement ANC n° 2015-06 du 23 novembre 2015, par le règlement ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016, par les règlements n° 2018-01 et n° 2018-02 du 20 avril 2018, par le règlement n° 2018-07 du 10 décembre 2018 et par le règlement n° 2022-06 du 4 novembre 2022).

4.1.1 Changement de réglementation comptable

- **Première application du règlement ANC N° 2022-06**

Les règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, sont applicables de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable.

Les dispositions des règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Informations pertinentes et nécessaires à la compréhension des changements de présentation :

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2023-03.

Afin de présenter le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent (N-1) selon les nouveaux modèles, des reclassements entre les rubriques ou les postes du bilan ou du compte de résultat ont été effectués au titre de la colonne comparative "Exercice N-1".

Au niveau du compte de résultat :

- Les transferts de charges précédemment comptabilisés en 2024 en produits d'exploitation continuent d'être présentés dans la colonne N-1 sur la ligne « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions ». Leur montant global s'élève à 5 948€ et correspond à des avantages en nature.
- A la suite à la suppression de la technique du transfert de charges en 2025, les opérations précédemment comptabilisées en transfert de charges sont maintenant comptabilisées en 2025 dans les comptes et postes suivants du compte de résultat :
- En déduction du poste « Salaires » pour les avantages en nature
- Les quotes-parts de subventions d'investissement précédemment classées en produits exceptionnels sont comptabilisées en 2025 en produits d'exploitation sur la ligne « Concours publics et subventions d'exploitation » pour un montant de 14 502€.

Au niveau du bilan :

- Les charges constatées d'avance s'élevaient à 13 389€ au titre de 2024 et étaient présentées sur une ligne séparée de l'actif. Dans la colonne N-1 les charges constatées d'avance ont été reclassées dans la rubrique « Créances ». Les charges constatées d'avance au titre de 2025 sont présentées dans la rubrique « Créances ».

4.1.2 Changement de méthode comptable

L'association n'a procédé à aucun changement de méthode, ni de corrections d'erreurs comptable au cours de l'exercice comptable.

4.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

4.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

5 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

5.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	-	-	-	-	-
	Total I	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	Autres immobilisations incorporelles	66 028	3 409	40 518	-	28 919
	Total II	66 028	3 409	40 518	-	28 919
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	12 694 963	48 414	333 124	-	12 410 253
	Install. Tech., mat., outillage	2 003 359	49 761	471 072	-	1 582 048
	Install. générales, ag. Am. divers	379 799	5 969	5 111	-	380 657
	Matériel de transport	95 370	-	32 805	-	62 565
	Mat. bur., informatique, mobilier	935 931	12 142	497 773	-	450 300
	Immo. Corp. En cours	119 047	290 731	-	-	409 778
	Avances et acomptes	1 720	-	-	1 720	-
	Total III	16 230 189	407 017	1 339 885	1 720	15 295 601
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	1 700	-	-	-	1 700
	Total IV	1 700	-	-	-	1 700
Total général		16 297 917	410 426	1 380 403	1 720	15 326 220

5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	58 657	6 307	40 518	24 446
Amortissements corporelles	Terrains	-			
	Constructions	7 617 939	465 643	333 124	7 750 458
	Install. Tech., mat., outillage	1 591 616	96 153	471 072	1 216 697
	Install. générales, ag. Am. divers	228 789	24 809	5 111	248 487
	Matériel de transport	78 706	6 764	32 805	52 665
	Mat bur., informatique, mobiliier	828 567	30 252	497 773	361 045
	Immo. Grevés de droits				-
	Total III	10 345 616	623 621	1 339 885	9 629 352
Total général		10 404 273	629 928	1 380 403	9 653 798

5.1.2.1 Modalités d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels et progiciels	Linéaire	5 ans
Installations et aménagements des constructions	Linéaire	5 à 30 ans
Matériel et outillage	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

5.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	105 776	-	-	105 776
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	105 776		-	105 776

5.1.3.1 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	58 657	6 307		40 518	-	24 446
Corporelles	10 451 392	623 621		1 339 885	-	9 629 352
TOTAL	10 510 049	629 928		1 380 403	-	9 653 798

5.1.4 Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé

5.1.4.1 Frais d'établissement

Aucun frais d'établissement n'est inscrit à l'actif.

5.1.5 Informations relatives aux filiales et participations

L'association ne possède aucun titre de participation.

5.2 Actif circulant

5.2.1 État des stocks

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Stock produits d'entretien			
Stock alimentation	5 836		5 836
Stock administratif	1 124		1 124
Stock hygiène	17 463		17 463
TOTAL	24 423		24 423

5.2.2 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	23 717	-	-	23 717
Autres	-	-	-	-
TOTAL	23 717	-	-	23 717

5.2.3 Charges constatées d'avance et produits à recevoir

5.2.3.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance concernent des charges d'exploitation pour 16 286€.

5.2.3.2 Produits à recevoir

Les produits à recevoir s'élèvent à 71 407€ et se détaillent ainsi :

- Organismes sociaux – produits à recevoir : 19 069 €
- Divers – produits à recevoir : 52 338 €

5.3 Fonds associatifs

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

L'entité gestionnaire distingue, dans ses fonds propres, les fonds propres restituables (Art L313-19 du CASF) qui constituent « les fonds propres de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée », IR3 : « sont concernés le résultat, le report à nouveau et les réserves ».

5.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	103 809				103 809
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	590 723	160 831			751 554
« dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	590 723	160 831			751 554
Report à nouveau	2 287 419	-58 878			2 228 641
« dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	30 462				30 462
Excédent ou déficit de l'exercice	101 953	-101 953		92 218	-92 218
« dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	160 831	-160 831		82 992	-82 992
Situation nette	3 083 904	-	-	92 218	2 991 686
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	210 229			14 502	195 727
Provisions réglementées	127 966				127 966
TOTAL	3 422 099	-	-	106 720	3 315 379

5.3.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1er exercice ouvert à compter du 1er janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Subventions d'investissement	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	355 047			355 047
Quotes-parts virées au résultat	144 818	14 502		159 320
Montant net en fonds propres	210 229	14 502		195 727

5.3.3 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées	127 966			127 966
Provisions pour risques	176 541		13 531	163 010
Provisions pour charges				
TOTAL	304 507		13 531	290 976

5.3.4 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	163 010	191 063	354 073
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Taux d'actualisation : 3,98 %,
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1,8 %,
- Turnover: réel selon les données de l'association (minoré selon l'ancienneté),
- Taux de charges sociales : 50 % pour les salariés cadres et non-cadres
- Mortalité: le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles.

5.4 Fonds reportés et dédiés

5.4.1 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « *fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS* » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Fonds dédiés sur concours publics CNR 2019 ARS Formation	24 572		2 165			22 407	
Fonds dédiés sur concours publics CNR 2019 ARS Rails	20 853		2 548			18 305	
Fonds dédiés sur subventions Subv CD44 Soutien Psychologique							
TOTAL	45 425		4 713			40 712	

5.5 Dettes

5.5.1 Produits constatés d'avance

Néant.

5.5.2 Charges à payer

Intitulés	Montant
Intérêts courus non échus	5 115
Factures non parvenues	62 183
Dettes provisionnées pour congés à payer	252 048
Personnel, autres charges à payer	
Charges sociales sur congés à payer	128 456
Autres charges sociales à payer	
TOTAL	447 802

5.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	194 750	194 750	
	Autres	75 924	75 924	
Charges constatées d'avance		16 285	16 285	
TOTAL		286 959	286 959	

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	2 414 135	246 489	1 029 030	1 138 616
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		165 150	165 150		
Fournisseurs et comptes rattachés		200 117	200 117		
Dettes fiscales et sociales		662 867	662 867		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		66 835	66 835		
Autres dettes		5 107	5 107		
Produits constatés d'avance		-	-		
TOTAL		3 514 211	1 346 565	1 029 030	1 138 616

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	254 829
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

6 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concerne les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature.

6.1 Résultat par activité ou établissement

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Ehpad seul	82 992	
Pôle hébergement	9 226	
Résultat de l'exercice	92 218	

6.2 Produits d'exploitation du compte de résultat

6.2.1 Ventes de biens et services

Les ventes de l'association correspondent essentiellement aux repas vendus aux tiers.

6.2.2 Produits de tiers financeurs

6.2.2.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

6.2.2.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* ».

6.2.3 Tableau des subventions et concours public

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics		2 702 134	438 903		
Subvention d'exploitation					22 562
Subvention d'investissement					

6.3 Charges d'exploitation du compte de résultat

6.3.1 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	13 500
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	13 500

6.4 Résultat Financier

Le résultat financier de 2025 est de -50 596€, il est constitué des intérêts d'emprunts atténués par les produits financiers des différents placements.

6.5 Résultat exceptionnel

La distinction opérée entre les éléments classés en résultat courant d'une part et en résultat exceptionnel d'autre part, résulte de l'application de l'art. 513-5 du règlement n° 2022-06 du 4 novembre 2022, qui précise la liste des comptes impactant le résultat exceptionnel. Il s'agit notamment :

- des dotations et reprises sur charges calculées exceptionnelles (amortissements et dépréciations exceptionnels, amortissements dérogatoires),
- des opérations liées à un événement majeur et inhabituel :

Est considéré comme majeur un événement dont les conséquences sont susceptibles d'avoir une influence sur le jugement que les utilisateurs des

documents de synthèse peuvent porter sur le patrimoine, la situation financière et le résultat de l'entité ainsi que sur les décisions qu'ils peuvent être amenés à prendre.

Un évènement inhabituel est un événement qui n'est pas lié à l'exploitation normale et courante de l'entité. Un événement est présumé inhabituel lorsqu'un même évènement ne s'est pas produit au cours des derniers exercices comptables et qu'il est peu probable qu'il se reproduise au cours des prochains exercices comptables.

Aucune opération n'a été comptabilisée en résultat exceptionnel en 2025.

7 Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants

7.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Les trois principaux cadres dirigeants de l'association sont le président, le trésorier et le directeur. Le président et le trésorier ont une activité de bénévoles au sein de l'association. Communiquer une rémunération amènerait à la diffusion d'une rémunération individuelle du directeur.

8 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	5	
Agents de maîtrise et Techniciens		
Employés	79	
Ouvriers		
TOTAL	84	